



## **REVUE DE PRESSE DU 24/04/2017**

- 1- Le Ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, a indiqué dimanche à Washington que les récentes prévisions du FMI et de la Banque mondiale sur la croissance de l'économie algérienne "ne sont pas très réalistes". "Les prévisions du FMI et de la BM ne sont pas très réalistes parce qu'elles ne tiennent pas compte de l'ensemble de la réalité économique du pays", a déclaré M. Baba Ammi à l'APS à l'issue de sa participation aux réunions de printemps de ces deux institutions financières multilatérales.

**APS.**

- 2- Un bilan des activités du contrôle économique et de la répression de la fraude émanant du ministère du Commerce, a fait état de 45,09 milliards de dinars de transactions commerciales non facturées, outre la saisie de marchandises d'une valeur de 2,06 milliards de dinars, au premier trimestre de 2017, a appris l'APS auprès du ministère.

**APS.**

- 3- La facture d'importation des véhicules de tourisme s'est établie à 336,05 millions de dollars durant le premier trimestre de l'année 2017, contre 362,97 millions de dollars sur la même période de l'année 2016, soit une baisse de 7,42%, a appris l'APS auprès des Douanes. Quant aux véhicules de transport de personnes et de marchandises (classés dans le groupe biens d'équipement), leur facture d'importation s'est chiffrée à 126,87 millions de dollars contre 202,31 millions de dollars, en recul de 37,3% entre les deux mêmes périodes de comparaison.

**APS.**

- 4- L'Algérie, pays bénéficiaire du système américain généralisé de préférence (SGP) depuis 2005, n'exporte vers les Etats-Unis qu'un (1) million de dollars en moyenne/an hors hydrocarbures, ce qui signifie que les opérateurs algériens ne sont pas nombreux à profiter de ce programme permettant aux pays en développement de bénéficier des exonérations des droits de douanes et taxes à l'exportation vers le marché américain, a indiqué dimanche à Alger un responsable américain.

**APS.**



- 5- Les moyens de renforcement des relations commerciales entre l'Algérie et les Etats Unis ont été au centre d'une rencontre entre le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, et le représentant adjoint au Commerce américain pour l'Europe et le Moyen Orient, Daniel Mullaney, a indiqué dimanche un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, M. Tebboune a précisé que les dernières mesures relatives à l'organisation de l'importation n'avaient aucun impact sur le niveau des relations commerciales entre les deux pays.

**APS.**

- 6- Le Ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb s'est entretenu dimanche à Alger avec le représentant-adjoint des Etats-Unis pour le Commerce extérieur pour l'Europe et le Moyen-Orient M. L Daniel Mullaney sur les moyens de développer la coopération économique bilatérale et de booster les investissements américains en Algérie, indique un communiqué du ministère. L'audience, qui s'est déroulée en présence de l'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, Mme. Joan A.Polaschik, entre dans le cadre de la tenue de la 5ème Réunion du Conseil de l'Accord-cadre sur le Commerce et l'Investissement (TIFA), prévue ce 24 avril à Alger, précise la même source.

**APS.**

- 7- Le Ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa, s'est entretenu dimanche à Alger avec l'ambassadeur de Norvège, Arne Gjermundsen, sur le partenariat entre les deux pays dans le secteur énergétique dont les énergies renouvelables, a indiqué un communiqué du ministère. Les deux parties ont examiné les relations d'affaires entre l'Algérie et la Norvège en matière énergétique ainsi que les opportunités nouvelles d'investissements notamment dans les énergies renouvelables. A ce propos, M. Gjermundsen a exprimé la volonté des grandes sociétés norvégiennes de répondre à l'appel à investisseurs pour le projet 4.050 MWh, qui sera conditionné par la réalisation d'investissements dans le domaine industriel.

**APS.**

- 8- La société nationale des transports ferroviaires (SNTF) mise sur l'activité fret, considérée comme le maillon faible de la société, et ce, pour équilibrer à l'horizon 2023 ses résultats financiers fortement dépendants des dotations de l'Etat, a indiqué dimanche à Alger son directeur général, Yacine Bendjaballah. "La SNTF est fortement dépendante de la dotation de l'Etat. Malgré une forte hausse du nombre de voyageurs durant les cinq dernières années, le chiffre d'affaires de la société a connu une stagnation due à la perte de parts de marché dans le segment fret", a souligné M. Bendjaballah lors du forum d'Algérie-éco.

**APS.**

- 9- La direction générale de la Protection civile (DGPC) organise à partir de ce dimanche à Mascara, une semaine de sensibilisation sur les dangers des risques sismiques, indique un communiqué de cette institution. Au cours de cette semaine de sensibilisation qui rentre dans le cadre d'application du Programme de prévention et de la sensibilisation aux divers risques, un riche programme sera mis en œuvre par les cadres de la DGPC et ceux de la wilaya de Mascara, où plusieurs daïras et communes seront sillonnées.

**APS.**



A lire :

## **Les prévisions du FMI et de la BM sur la croissance en Algérie "ne sont pas très réalistes"**

WASHINGTON - Le ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, a indiqué dimanche à Washington que les récentes prévisions du FMI et de la Banque mondiale sur la croissance de l'économie algérienne "ne sont pas très réalistes".

"Les prévisions du FMI et de la BM ne sont pas très réalistes parce qu'elles ne tiennent pas compte de l'ensemble de la réalité économique du pays", a déclaré M. Baba Ammi à l'APS à l'issue de sa participation aux réunions de printemps de ces deux institutions financières multilatérales.

Le premier argentier du pays a expliqué que ces prévisions étaient basées sur une réduction des dépenses d'équipements, un des moteurs de la croissance de l'économie en Algérie, alors que le niveau de ces dépenses va se maintenir à un niveau élevé en 2017 et pour les trois années qui vont s'en suivre.

Chiffres à l'appui, le ministre a précisé que les dépenses d'équipements ont augmenté de 2.500 milliards de dinars (mds DA) en 2014 à 3.100 mds DA en 2015 et ont légèrement reculé à 2.800 mds DA en 2016.

Il est aussi important de souligner, a poursuivi le ministre, que les effets des dépenses de 2016 en termes de croissance devraient se poursuivre en 2017, en ajoutant que ce niveau élevé de dépenses donnait aux entreprises un plan de charge suffisant qui leur permettra de continuer à travailler et à créer de la richesse.

En conséquence, la commande publique va rester à un niveau élevé de 2.300 mds DA pour les trois prochaines années, a-t-il relevé.

Le ministre a indiqué avoir discuté à Washington de ses prévisions avec les spécialistes de la BM qui ont confirmé qu'effectivement, "l'effet des dépenses d'équipements consentis en 2016 va se poursuivre cette année".

Le ministre a tenu à préciser, à ce titre, que "la dépense publique est un moteur de croissance mais il n'est pas le seul" en Algérie où le financement bancaire contribue également à la croissance de l'économie.

M. Baba Ammi a noté que les crédits à l'économie, dont 70% sont des financements destinés à l'investissement, ont augmenté de 16% en 2016.

Il n'a pas écarté une baisse de la croissance du fait de l'ajustement budgétaire opéré à moyen terme mais "pas autant" que ce que prédisent les deux institutions de Bretton Woods.

Le FMI a récemment abaissé ses prévisions de croissance pour l'Algérie à 1,4% en 2017 et à 0,6% en 2018 après un rebond de 4,2% en 2016, alors que la BM a tablé sur des projections de 1,5% en 2017 et 0,6% en 2018.



Le ministre a tenu à expliquer que les réductions du déficit public attendues à moyen terme sont aussi le résultat d'une nouvelle réorientation des ressources financières sur le marché qui va permettre aux entreprises de capter plus de financements bancaires pour leur développement.

Il s'agit de réduire l'intervention du Trésor Public sur le marché en laissant plus de ressources financières aux entreprises, a-t-il expliqué.

"C'est en droite ligne avec le nouveau modèle de croissance qui va permettre aux entreprises de prendre le relais de la croissance, en leur donnant les moyens de leur développement. Il ne faut pas que l'Etat prenne une grande partie du financement bancaire", a-t-il dit.

La réduction de l'intervention du Trésor public sur le marché devrait se traduire, par ailleurs, par une diminution de la dette interne, un autre point positif des nouvelles mesures mises en œuvre par le gouvernement dans le cadre de l'ajustement économique opéré après la chute des cours de pétrole.

La BM tout comme le FMI ont estimé que l'Algérie était en mesure de réaliser des taux de croissance élevés pour peu qu'elle ne réduise pas beaucoup ses dépenses budgétaires et qu'elle s'oriente à l'endettement extérieur en cas de manque de ressources.

Un avis qui n'est pas partagé par M. Baba Ammi qui a expliqué que la politique du gouvernement consistait à adapter le budget de l'Etat en fonction des ressources disponibles sur le marché sans recourir à l'endettement.

Etant donné que le marché est limité, l'Etat réduira l'intervention du Trésor public pour laisser plus de ressources aux entreprises.

A ce propos, le ministre a fait savoir que l'autorisation accordée à Sonatrach et à Sonelgaz de lever des fonds à l'international pour financer leurs projets d'investissements était " toujours valable".

Il a ajouté que cette option pourrait être envisagée pour les projets futurs des deux groupes énergétiques mais les autorisations de financement à l'international seront étudiées au cas par cas par le gouvernement.

Actuellement, les deux groupes parviennent à faire face aux besoins de financements de leurs vastes programmes d'investissements.

Le ministère des Finances avait expliqué en début 2016 qu'il s'agissait de financements préférentiels à l'international ciblant des projets menés avec des partenaires étrangers et qui sont en mesure de générer leurs propres liquidités une fois mis en exploitation.

**APS.**

**-FIN-**